

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 22 AVRIL 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
<b>N° 24/235</b>		
<b>23SERV27 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE NETTOIEMENT DES PLAGES ET DE LEURS ABORDS DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN DU PRADET</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/235**

**BUREAU DU 22 AVRIL 2024**

**O B J E T : 23SERV27 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE  
DE PRESTATIONS DE NETTOIEMENT DES PLAGES ET  
DE LEURS ABORDS DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN  
DU PRADET**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 27/03/2024,

**CONSIDERANT** que la présente consultation concerne les prestations de nettoyage des pages et de leurs abords du Territoire Métropolitain du Pradet,

**CONSIDERANT** que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum annuel en € HT	Maximum annuel HT
Montant de la DPGF valorisé par mise au point	200 000 €

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 02/01/2024, avec une remise des offres fixée au 05/02/2024 puis reportée au 14/02/2024,

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme DEMATIS,

**CONSIDERANT** que 17 dossiers ont été retirés et 9 anonymement,

**CONSIDERANT** que 2 plis ont été déposés dans les délais,

**CONSIDERANT** que suite à la Commission d'Appel d'Offres, les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société AIREL SOLUTIONS sise à La Farlède (83 210),

**CONSIDERANT** que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas leur être attribué,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**DE CONSTATER** la recevabilité de la candidature de la société AIREL SOLUTIONS sise à La Farlède (83 210).

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'Accord-Cadre à Bons de Commande ainsi que tous les actes nécessaires à leur exécution avec la société AIREL SOLUTIONS pour un montant estimatif de 110 700 € HT (DPGF : 81 600 € HT + BPUFvDENC : 29 100 € HT avec 100 heures minimum d'insertion) étant précisé que le montant total des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum annuel en € HT	Maximum annuel HT
Montant de la DPGF valorisé par mise au point	200 000 €

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter du 21/04/2024 ou de la date de notification si celle-ci est ultérieure au 21/04/2024. L'accord-cadre considéré est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le Budget Principal 2024 (et suivants) ; section fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

